

Argumentaire CGT pour lutter

CONTRE LA DÉMAGOGIE DE L'EXCLUSION

DES EXIGENCES
la cgt
FÉDÉRATION DES CHEMINISTES
A PORTÉE DE VOTES

**LA CGT
COMBAT
LE F. HAINÉ**

la
cgt
métallurgie

Avant-propos

Les salariés souffrent des conséquences d'une crise systémique dont ils sont les principales victimes, et dont ils ne perçoivent pas l'issue. La crise économique amplifiée par la crise financière internationale, touche durement les salariés, les demandeurs d'emploi, les retraités, alors qu'ils n'en sont en rien responsables.

La crise menace l'avenir des jeunes, des plus pauvres, met à mal le vivre ensemble et les solidarités ; elle accroît les inégalités, la précarité, l'insécurité sociale, le sentiment de pauvreté et d'exclusion.

Le FN se présente comme le représentant assumé des catégories ouvrières et populaires. C'est le « nouveau visage » du Front national avec son discours social à géométrie variable. Ce qui fait dire à certains salariés « *On a tout essayé : la gauche, la droite, alors pourquoi pas le FN ?* »

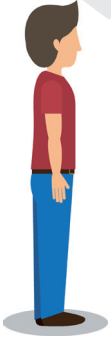
Le Front national se dit antilibéral et anticapitaliste. Ceci n'est cependant qu'une posture vouée à tromper les électeurs français. Cela rend difficile, surtout pour le citoyen peu familier avec les mécanismes profonds du fonctionnement de l'économie, de se rendre compte des contradictions entre le discours du FN et son « projet de société »

Face à ce risque majeur pour la démocratie et le progrès social, pour le monde du travail et les peuples, il est de la responsabilité de la CGT, de l'ensemble du syndicalisme d'éclairer les salariés par l'information et le débat, sur la réalité des thèses et des positions du FN, sur le plan économique et social comme en matière de libertés publiques.

Nous devons informer les salariés sur les projets liberticides et antisociaux de l'extrême droite.

La FTM a décidé de proposer aux militants et aux syndiqués un argumentaire partant des petites phrases toutes faites, auxquelles nous sommes confrontés quand nous débattons avec les salariés.

« Le FN est du côté
des salariés les plus modestes »



Nulle part dans le programme du FN, il n'est question d'augmentation des salaires ni du SMIC. Rien non plus sur l'instauration d'un salaire maximum, sur la répartition équitable des richesses, sur le retour de l'âge de départ à la retraite à 60 ans. Aucune demande d'embauche de fonctionnaires, sauf des militaires et des policiers. Les 35 heures seraient abrogées, et les conditions salariales de l'augmentation du temps de travail seraient discutées par entreprise. Le plus sûr moyen de diminuer les salaires, tout en divisant les salariés entre eux.

De plus, le programme du FN déclare vouloir fusionner l'impôt sur le revenu et les cotisations sociales, ce qui conduirait à couper le lien entre le travail et la protection sociale, lien qui constitue le fondement de notre système de protection sociale. La protection sociale deviendrait, encore plus, un facteur d'ajustement aux exigences des marchés financiers. Par contre, le FN prévoit de nouvelles exonérations de cotisations pour les entreprises et d'allègement de l'impôt sur les sociétés. Des prétendues « solutions » exclusivement au service du capital, et dont on connaît l'inefficacité depuis plus de 30 ans.

Le FN est un parti d'extrême droite ultralibéral comme tous les partis d'extrême droite, qui n'a par exemple jamais remis en cause les 200 milliards d'exonération de cotisations accordés chaque année aux entreprises, sans aucune contrepartie.

Au service des plus modestes ? Récemment, deux mairies FN fraîchement élues ont décidé de réserver la cantine des enfants à ceux dont les deux parents travaillent ! La raison invoquée ? « Il est hors de question de réduire la part des menus des enfants dont les parents ont payé pour donner à manger à ceux dont les parents n'ont pas payé » ! Partout dans les mairies devenues frontistes, la première action consiste à expulser les associations au service des plus modestes (ligue des droits de l'homme, centres sociaux...)

Il y a quelques temps, le FN disait comprendre l'exil fiscal de Depardieu. Sur l'affaire Cahuzac, il trouvait sans gravité le fait d'ouvrir un compte en Suisse afin de soustraire une partie de ses revenus à l'impôt... Le partage des richesses n'a visiblement toujours pas sa place dans le projet économique de la formation d'extrême droite.

Il est clair que dans les faits, le FN ne soutient pas les salariés. D'ailleurs, le 1^{er} mai, il préfère honorer Jeanne d'Arc, « défenseuse des Français contre l'envahisseur », plutôt que célébrer la fête du travail...

« Le FN n'est pas un parti raciste, c'est un parti comme les autres »



Tout le programme du FN est orienté vers la haine de l'autre : de l'étranger, du Français d'origine étrangère, qui seraient la source de tous nos maux. C'est un projet politique basé sur la discrimination raciste.

Les alliances du FN avec différents partis d'extrême droite européenne, voire même ouvertement nazis, ne peuvent tromper personne. En mars 2014, Marine Le Pen prenait position sur l'Ukraine et qualifiait le parti Svoboda, parti néo-nazi ukrainien, de « vraie extrême-droite ». Fin février 2015, Le Pen envoyait une vidéo de soutien à ses « camarades » du mouvement fasciste italien « La Ligue du Nord », composé essentiellement de groupuscules néo-nazis et entretenant des relations privilégiées avec le mouvement fasciste grec « Aube Dorée ». Sans compter les « dérapages » publics incessants d'élus ou de candidats FN: antisémitisme, racisme, homophobie...

Le FN veut la « priorité nationale », soit une politique d'attribution des programmes sociaux (allocations, couverture santé, logement...) et des emplois prioritairement vers les Français. Cette thèse est constitutive de l'extrême droite, on la retrouve dans la pensée d'Hitler, de Mussolini...

Le FN voudrait également « *renégocier l'article 8 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme* » afin de « *combattre l'action des associations pro immigration* ». Cet article dit que « *toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance. Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit* ». En bref, il s'agit d'une attaque sur le droit à la vie privée, digne des meilleures dictatures !

Le FN se place par conséquent totalement à l'inverse des principes républicains de liberté, d'égalité et de fraternité. A ce titre, il ne peut pas se prétendre un parti républicain.

« Les autres ont échoué, mais on a jamais essayé le Front national »



Le Front national n'est pas un parti comme les autres. Il ne suffit pas de s'inscrire dans une démarche démocratique pour être un parti républicain. Ses aspirations sont fort éloignées des principes et des valeurs de la République.



La devise «travail, famille, patrie», revendiquée aujourd'hui encore par des candidats frontistes, est celle qui avait remplacé «liberté, égalité, fraternité» au fronton des édifices publics pendant les années les plus sombres de notre histoire. Cette référence aux agissements du gouvernement de collaboration de Vichy présidé par le maréchal Pétain entre 1940 et 1944 en dit long sur les idées et les repères qui sont les siens. Cette précédente expérience a donné naissance à la Charte du travail, au syndicat unique, à l'interdiction, dès 1940, de toutes les organisations syndicales à l'exception de l'UIMM (patronat de la métallurgie), aux tribunaux d'exceptions pour condamner les opposants politiques et syndicaux, aux lois répressives et rétroactives, au statut des juifs, la mise au ban de la société d'une partie de la population avant sa déportation vers les chambres à gaz (ce «point de détail de l'histoire de la deuxième guerre mondiale», comme le précise Jean-Marie Le Pen) et les fours crématoires (objet de jeux de mots inadmissibles de la part du président d'honneur du FN).

Comment ne pas être effrayés de ce qui pourrait advenir à ceux que le FN désigne aujourd'hui, ou désignera demain, comme responsables de tous les maux? N'oublions pas que des acteurs ou sympathisants de la collaboration ont activement participé à la naissance du Front national. N'oublions pas que Jean-Marie Le Pen a créé, dans les années 60, une société d'édition musicale qui diffusait et valorisait des chants nazis. N'oublions pas que le FN maintient des liens étroits avec les partis fascistes et d'extrême droite dans toute l'Europe.

Maquillage et «dédiabolisation» ne doivent pas étouffer cette vérité : le FN s'embarrasse peu du respect fondamental de la personne humaine. Entre lui et la CGT, il n'y a pas seulement des valeurs et des objectifs contradictoires, il y a le sang des résistants qui ont donné leur vie pour chasser l'occupant et abattre le régime de Vichy.

Oui, cette politique a, malheureusement, déjà été essayée en France avec les conséquences tragiques que l'on connaît. N'oublions pas la mise en garde de Primo Levi : *«l'atteinte aux libertés et la manifestation de la haine raciale mènent irrésistiblement au camp»*.

« Les syndicats ne sont pas représentatifs des salariés, ils n'ont plus de légitimité »



Le FN dit que *« les syndicats baladent les salariés et les escroquent », qu'ils « sont les collaborateurs du patronat », « sont au garde-à-vous devant le gouvernement », sont « complices du système, (...) des délocalisations et de l'augmentation massive du chômage »*

Rappelons les propos de Mme Le Pen en 2010 lors du conflit sur les retraites: *«Ensemble, gouvernement et syndicats jettent la France dans le chaos. Voilà deux semaines que la France s'installe dans le chaos, entre grève, manifestations et blocus... la tolérance zéro doit s'appliquer à tous les émeutiers. »* B. Gollnisch confirmait : *« Le sabotage de l'économie française caractérise l'action de la CGT [...] Ces blocages frappent avant tout les salariés qui se rendent à leur travail, les entreprises et menacent l'emploi. [...] La CGT doit être rendue pénalement responsable et ses dirigeants doivent en répondre ».*

Dans son programme, le FN promet *« une grande réforme des syndicats », afin de laisser place à des syndicats qui « seront plus à même d'entrer dans des logiques de concertation constructives et moins tentés de recourir à un rapport de forces (grève, manifestation) pour pallier leur manque de légitimité».*

Le FN a tenté de créer des pseudos syndicats dans les années 1990 (FN-RATP, FN-Police, FN-Pénitentiaire, FN-Education Nationale, CFNT...). Suite à l'action en justice de la CGT, l'existence de ces syndicats fut invalidée par la justice française, parce qu'un syndicat n'est pas un parti politique et se doit de défendre les travailleurs.

Depuis, le FN tente de recruter au sein des syndicats avec son discours *« social »*, pour partie emprunté à celui de la CGT. Il n'hésite pas à tracter devant les entreprises, comme tout récemment devant les portes de STX, à Saint-Nazaire.

En réalité, la volonté du FN est de museler l'expression des salariés, avec des syndicats qui devront rentrer dans le rang, de gré ou de force !

« Le FN veut lutter contre l'insécurité »



En réalité, si les crimes et délits enregistrés ont fortement progressé jusque le début des années 1980, on note une diminution marquée depuis 2002. Au total, depuis trente ans, le taux de crimes et délits varie autour de 60 pour 1 000 habitants.

Le FN nous décrit une société dangereuse, truffée de criminels en liberté. En fait, il surfe sur les peurs pour promouvoir son projet d'un État fort, policier, ultra sécuritaire. Dans cette perspective, il veut accroître les dépenses militaires et sécuritaires, surarmer les forces de police, et établir une « *présomption de légitime défense pour les forces de l'ordre* ».

Le FN est partisan du rétablissement de la peine de mort. Pourtant on peut constater que la peine de mort n'est pas dissuasive par exemple aux États-Unis, où la violence et le taux d'homicides sont plus élevés dans les États appliquant la peine de mort.

Ce qui est certain, c'est que la sécurité dépend aujourd'hui de multiples facteurs comme le développement économique, la maîtrise des nouvelles technologies civiles et la qualification de la population. Le FN ne propose qu'une politique exclusivement basée sur la répression.

« le FN est le premier parti de France »



Depuis les dernières élections européennes, les cadres du parti du FN ne cessent de le répéter. Ce n'est pas vrai pour autant! Les résultats aux dernières élections ne sont pas tant à regarder du point de vue du nombre de voix, que de celui des pourcentages. En effet, il est à mettre en rapport avec le taux d'abstention qui grandit au fur et à mesure des élections. Le pourcentage obtenu par les partis est calculé sur les suffrages exprimés, ce qui nous fait dire que s'abstenir, c'est renforcer le vote FN. De plus, lors des européennes, en juin 2014, le FN a recueilli 2,5 millions de voix en moins qu'à la dernière présidentielle.

« Pour une fois qu'un parti est représenté par une femme ! »



Sur son blog, la présidente du FN met constamment en avant sa différence principale avec son père : elle est une «*femme de son temps*», «*libre*», «*moderne*», «*divorcée, mère de trois enfants*». «*Quand on est une femme, les 35 heures, on ne connaît pas*» ; «*Les femmes sont soumises à la «double peine» : un travail souvent prenant et une vie de famille à mener*».

Quand un journaliste l'interpelle sur les inégalités salariales entre les hommes et les femmes, elle répond «*Qu'est-ce que vous voulez ? Qu'on égalise les salaires alors que tant de gens sont au chômage ?*»

La femme est renvoyée à son statut de reproductrice sur le sujet de l'avortement. Marine Le Pen affirme que «*le libre choix pour les femmes doit pouvoir être aussi celui de ne pas avorter*». Ce qui laisse entendre qu'aujourd'hui, les femmes seraient obligées d'avoir recours à l'IVG. La lutte contre le droit à l'avortement est l'un des chevaux de bataille favoris du FN. Dans les années 1980, il encourageait les violences des commandos, truffés de militants frontistes, qui s'opposent à la pratique de l'IVG en investissant les hôpitaux.

En matière familiale, tout est fait dans le programme du FN pour inciter les femmes à un retour à la maison, alors que leur travail est une condition d'égalité et le gage d'un dynamisme économique. Le Pen rejoint là les idées les plus rétrogrades. Le FN prône un revenu maternel égal à 1,5 fois le SMIC et l'abrogation du PACS et de l'IVG. C'est une vision réactionnaire de la famille qui est véhiculée, proche de l'ordre moral et des politiques autoritaires.

« Il faut sortir de l'euro pour que le pays retrouve la croissance »



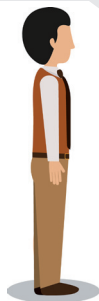
En rétablissant le franc ? Cette décision s'accompagnerait obligatoirement d'une dévaluation de la monnaie, c'est à dire la dévalorisation de la force de travail des salariés français. La dévaluation conduirait automatiquement à une hausse des prix, impactant surtout le pouvoir d'achat des salariés. De plus, elle alourdirait le poids de la dette publique qui est détenue aux 2/3 par des résidents à l'étranger, sans compter le poids des intérêts.

Cette politique a été déjà expérimentée en France. Elle n'a jamais profité aux travailleurs. Son but principal a toujours été de permettre aux capitaux de préserver leurs intérêts au détriment des travailleurs. Les seuls bénéficiaires en seraient les détenteurs de capitaux financiers.

Le FN veut « *une autre Europe* », une Europe des « *peuples de civilisation chrétienne* » pour laquelle il milite avec le groupe parlementaire européen d'extrême droite. Le FN est un farouche opposant à l'Union européenne pour justifier sa vision ultra nationaliste, chauviniste et pétainiste.

A la CGT, nous militons pour une Europe sociale qui soit ouverte à toutes et à tous.

« le FN veut rétablir la laïcité »



Il s'agit en fait d'un anti-islamisme viscéral que le FN ne manque pas d'exprimer à tout propos (horaires aménagés dans les piscines, constructions de mosquées, vente de viande Halal...). Par contre, le FN est très complaisant à l'égard des coups de force de militants catholiques intégristes, comme dans les fameuses « *manifs pour tous* ».

La laïcité est le principe de séparation de l'État et de la religion, et donc l'impartialité ou la neutralité de l'État à l'égard des confessions religieuses. Elle est donc une valeur de tolérance, de liberté et de respect, qui crée une dynamique de l'échange entre personnes différentes. Or le FN n'est pas pour le mélange, l'enrichissement à partir des différences de l'autre qui sont pourtant autant de richesses.

Dans ses statuts, la CGT dit agir « *pour que prévalent dans la société les idéaux de liberté, d'égalité, de justice, de laïcité, de fraternité et de solidarité* ».

« Nous ne pouvons plus accueillir toute la misère du monde.
La France est le pays européen qui accueille le plus d'étrangers »
« Ce n'est pas aux Français de payer la politique pro-immigré »
« l'immigration est la seule cause du chômage »...



Lorsqu'on classe les pays en fonction de leur taux de chômage et de la proportion des étrangers dans la population, on constate que dans des pays comme l'Espagne, l'Italie et la Finlande, dont le taux de chômage est élevé, la part de la population étrangère est faible. Par contre, dans des pays comme le Luxembourg, la Suisse et les Etats-Unis où existe un pourcentage élevé de la population étrangère, le taux de chômage est plus faible. On ne peut donc pas lier proportion d'étrangers et taux de chômage.

Notre pays serait donc envahi par des hordes de miséreux ; c'est totalement faux. Le nombre d'étrangers présents sur le territoire français est stable depuis 1930 : 6 à 7% de la population. Le Royaume Uni accueille deux fois plus d'étrangers que la France, l'Italie 40% de plus. La France a accueilli 267 000 personnes en une année quand l'Allemagne en accueillait 490 000. Bien au contraire, la France apparaît comme un pays fermé à la misère du monde : quand 4,3 millions de Syriens fuyaient leur pays en guerre, la France a proposé d'en accueillir 500...

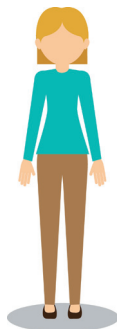
Sur son site officiel, le FN affirme que « *l'immigration est une source de coûts très importants* ». Les travailleurs immigrés s'acquittent chaque année de 60 milliards d'euros d'impôts et de cotisations sociales, alors qu'ils reçoivent dans le même temps 48 milliards d'allocations publiques, soit un solde positif de 12 milliards d'euros au bénéfice de l'Etat, de la sécurité sociale et du financement des retraites.

Les travailleurs immigrés sont aussi consommateurs, ils créent de la demande supplémentaire et donc des emplois. Ils rapportent de l'argent à l'Etat, donc aux Français

Le FN présente la lutte contre la fraude des étrangers comme une priorité. Mais si le FN s'acharne sur la fraude par « *usurpation de droits par des immigrés en situation irrégulière* », nulle part il n'est fait mention de la fraude des entreprises qui représente pourtant 80 % de la fraude totale.

Les chiffres donnent tort au FN. Quant à la cause du chômage, elle n'a rien à voir avec l'immigration. Elle est la conséquence directe de la financiarisation des entreprises, de la délocalisation de nos industries, du pillage des entreprises par les actionnaires aux dépens des salaires et de l'investissement dans nos entreprises.

« Tous les politiques sont des pourris, ce n'est pas la même chose au FN »



C'est un des chevaux de bataille du FN : l'ensemble de la classe politique serait corrompue, à l'exception du FN, constitué uniquement de personnages vertueux...

Rappelons donc quelques faits... Par exemple Jean-Marie Le Pen, actuel président d'honneur du parti, qui fut rattrapé par le fisc en 1998 et soumis à un redressement de 1,4 million de francs pour « *oublis de plus-value boursière et sous-estimation de loyer* ». Ou encore, l'ancien dirigeant départemental du FN en Maine et Loire condamné pour fraude au RSA !

Et à la fin des années 1990, le FN avait gagné les mairies de Toulon, Orange, Marignane et Vitrolles, quatre gestions, quatre échecs, et une avalanche de scandales (détournement de fonds publics et complicité d'abus de confiance).

Aujourd'hui, des accusations sont formulées contre le maire FN de Hayange (Moselle) au sujet de ses comptes de campagne. Donc, avant de porter des accusations, il est recommandé de balayer devant sa porte !

A la CGT, nous faisons une priorité aux solidarités internationales des peuples sur la base de revendications de développement social, de l'emploi, de la santé, d'amélioration des conditions de travail, de la démocratie.

Ces valeurs sont fondatrices pour une construction durable d'un monde de paix.

Nos valeurs CGT portent un nom : Démocratie, respect mutuel, culture du débat, entraide, désintéressement, contre le racisme, le sexisme, l'homophobie, contre tout ce qui brime les personnes et porte atteinte à leur dignité...

La CGT veut s'appliquer à elle-même les valeurs pour lesquelles elle agit dans la société.

